

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
cedex  
31776 Colomiers

Colomiers, le 23/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**THUNDER (FRANCE) PROPCO II SNC**

123 rue du chateau  
92100 Boulogne-Billancourt

Références : 2025/ 599  
Code AIOT : 0006806803

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement THUNDER (FRANCE) PROPCO II SNC implanté En Saumie - za du Visenc RD 38 31450 Baziège. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale liée au retour d'expérience de l'incendie industriel survenu à Rouen en septembre 2019. Les évolutions réglementaires qui ont suivi imposent de nouvelles mesures organisationnelles et opérationnelles aux sites existants et, le cas échéant, de nouveaux dispositifs techniques.

L'objectif de cette visite consiste à vérifier le respect et la prise en compte des évolutions réglementaires pré-citées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- THUNDER (FRANCE) PROPCO II SNC
- En Saumie - za du Visenc RD 38 31450 Baziège
- Code AIOT : 0006806803
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société THUNDER PROPCO II SNC exploite un entrepôt de stockage, situé sur la commune de Baziège. Cet entrepôt est composé de 6 cellules pour un volume total de 315.506 m<sup>3</sup>, au titre de la rubrique 1510-2, autorisé par arrêté préfectoral du 05 août 2025.

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 12
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.511-9 et son annexe, rubriques 1510 & 4331	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	État des matières stockées, périodicité et disponibilité (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	Demande d'action corrective	2 mois
3	État des matières stockées d'information de la population (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2	Demande d'action corrective	2 mois
6	Aires de mise en station des moyens aériens	AP Complémentaire du 05/08/2025, article Art. 12	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Effets	Arrêté Ministériel du 11/04/2017,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	thermiques sur les tiers (A et Enr)	article Annexe VIII	
5	Maîtrise des effets thermiques du sites	AP Complémentaire du 05/08/2025, article Art. 11.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de contrôler le respect des prescriptions relatives à l'activité de logistique du site. Bien que les 2 locataires disposent chacun d'un état des stocks, ces derniers doivent être améliorés pour répondre à la réglementation. De plus, l'organisation ne permettait pas aux intervenants externes d'avoir accès aux états des stocks en situation de gestion de crise.

Enfin, l'aire de mise en station des moyens aériens à proximité de la façade principale du bâtiment «pool palettes » n'a pas été aménagée. L'exploitant s'est toutefois, engagé à mettre en place des mesures correctives.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative au titre des ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.511-9 et son annexe, rubriques 1510 & 4331
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Appréciation des dangers
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Rubrique n°1510:</b></p> <p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques.</p> <p>1. Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39. a de l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement (A-1);</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal à 900 000 m<sup>3</sup> (A-1);</p> <p>b) Supérieur ou égal à 50 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 900 000 m<sup>3</sup> (E);</p> <p>c) Supérieur ou égal à 5 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 50 000 m<sup>3</sup> (DC).</p> <p>Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes.</p>

**Rubrique n°4331:**

Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.  
La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :

1. Supérieure ou égale à 1 000 t (A-2);
2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t (E);
3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t (DC).

**Constats :**

L'activité de logistique est autorisée par arrêté préfectoral 05 août 2025 au titre de la rubrique 1510-2. La société THUNDER est propriétaire d'un bâtiment composé de 6 cellules et loue 3 cellules à la société DENJEAN LOGISTIQUE et 2 cellules à la société LA SPHERE LOGISTIQUE. Le site comprend également une cellule vacante et un pool-palettes qui, le jour de la visite, n'est pas utilisé.

S'agissant de la rubrique 4331, le bailleur précise qu'aujourd'hui, le site n'a pas connaissance de stockage de produits inflammables. Il indique que cette rubrique provient probablement du classement de l'ancien exploitant. L'inspection des installations classées indique que cette rubrique était mentionnée dans le porter à connaissance du 06 avril 2023.  
Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées son positionnement vis à vis de la rubrique 4331, cette rubrique pourra être supprimée dans un prochain arrêté préfectoral complémentaire le cas échéant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées son positionnement vis à vis de la rubrique 4331.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 : État des matières stockées, périodicité et disponibilité (A et Enr)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.

**Prescription contrôlée :**

I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations

classées.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

#### **Constats :**

Un état des stocks, daté du 24 octobre 2025, est fourni par l'un des 2 locataires. L'exploitant précise, qu'une extraction des états de stocks, de chacun des locataires, sera demandée directement aux 2 locataires le jour de l'inspection. Ces locataires disposent de logiciels différents dédiés à la gestion des stocks.

Par sondage, aucun écart n'est relevé, pour Denjean et Lasphere Logistic, entre les volumes relevés sur l'état des stocks et les volumes réels.

En revanche, la codification des cellules de stockage montre une différence d'appellation des cellules. Ces états risquent d'entraver la lecture en situation d'intervention du SDIS. L'exploitant demande aux 2 locataires d'harmoniser les appellations des cellules, conformément à leurs dénominations (F1, F2, C1, C2, C3 et C4), et s'engage pour ce faire.

Interrogé sur la disponibilité de ces états en situation de gestion de crise, l'exploitant précise que chaque locataire dispose d'un état des stocks sans qu'il n'y ait une organisation commune pour mettre à disposition du service départemental d'incendie et de secours (SDIS), et ce, en heures ouvrées et non ouvrées. Il précise également que la fréquence d'édition de ces états des stocks sont hebdomadaires.

L'exploitant propose de mettre à disposition :

- sur une plateforme sécurisée, Drive access, les état des stocks et les plans associés, qui

- serait doublée d'une boîte sous clé, accessible au SDIS ;
- des droits d'accès au SDIS,

Un état des stocks a été reçu par courriel du 27 novembre 2025 concernant les 2 locataires. Celui de la société Denjean répond à la prescription tandis que celui de La Sphère est très détaillé et est incompréhensible.

Un à deux états des stocks physiques sont effectués par les locataires par an.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit :

- Transmettre un état des stock de la société La sphère décliné par familles de matières combustibles ou de produits ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
- Compléter ces états de stocks, d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser des états qui sont accessibles dans les mêmes conditions, et ce, pour chacun des locataires.
- Justifier la mise en place effective d'une plateforme sécurisée et de la boîte à clé pour y déposer les états des stocks hebdomadaires et les plans associés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 3 : État des matières stockées d'information de la population (A et Enr)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Inventaire synthétique

#### **Prescription contrôlée :**

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

#### **Constats :**

L'état des stocks de la société Denjean dédié à la population est décliné en famille de produit sous un format vulgarisé. En revanche, la société La Sphère n'a pas été en mesure d'extraire un

état de stocks par famille et compréhensible par la population.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre un état des stock de la société La Sphère décliné par familles des matières combustibles et des produits ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévenir les effets thermiques sur les tiers
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.  Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.
<b>Constats :</b>  L'étude des flux thermiques, référencé Affaire n° 20/2443 - Version 2 datant du 06 février 2023, a été transmise dans le porter à connaissance du 06 avril 2023. L'étude indique que les flux thermiques de 8 kW/m <sup>2</sup> ne sortent pas du site.  Seuls des flux à effets létaux de 5 kW/m <sup>2</sup> sortent de la limite du site et concernent les cellules F1 et C4 (voir constat N° 5).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Maîtrise des effets thermiques du sites

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/08/2025, article Art. 11.
--



<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise des effets thermiques du sites
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Afin d'empêcher que les effets thermiques à effets létaux sortent des limites de propriété, l'exploitant fait procéder à la réalisation d'un flocage coupe-feu deux heures (REI 120) de la façade ouest de la cellule F1 et d'une portion des façades nord et est de la cellule C4 sur toute la hauteur dans les deux mois suivant la date de parution du présent arrêté. Les justificatifs des caractéristiques de résistance au feu des parois, après flocage, sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'étude de modélisation des flux thermiques, référencé Affaire n° 20/2443 - Version 2 datant du 06 février 2023, indique qu'en situation d'incendie des cellules F1 et C4, des flux thermiques supérieurs à 5 kW/m<sup>2</sup> sont susceptibles de sortir du site.</p> <p>Pour pallier ces flux, l'étude de modélisation propose la mise en place d'écrans thermiques sur la parois Ouest de la cellule F1 et les parois Est et Nord de la cellule C4. Lors de cette visite, il a été constaté que le flocage de ces parois a été réalisé. L'exploitant indique que cette opération a été effectuée en juin 2023 et présente à la fois (1) un devis N° 1795 du 01 décembre 2022 identifiant les caractéristiques de résistance au feu des parois et (2) un PV de réception, faisant référence au N° du devis, prononcé sans réserve en date du 22 juin 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Aires de mise en station des moyens aériens

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/08/2025, article Art. 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aires de mise en station des moyens aériens
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Une aire de mise en station des moyens aériens est disposée sur la façade principale du bâtiment «pool palettes ».</p> <p>Le positionnement de l'aire est soumis préalablement, à l'avis du SDIS 31. Une étude de flux thermiques démontrant l'absence d'effets supérieurs à 5 kW/m<sup>2</sup> sur cette aire, en cas d'incendie, est tenue à disposition de l'inspection des installations classées. Cette aire respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;</li> <li>elle comporte une matérialisation au sol ;</li> <li>aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ;</li> <li>la distance par rapport à la façade est d'un mètre minimum et de huit mètres maximum ;</li> <li>elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir</li> </ul>

ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées «au plan de défense incendie défini au 517 point 23 » de la présente annexe ;

- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm².

#### **Constats :**

Le jour de l'inspection, l'aire de mise en station des moyens aériens à proximité de la façade principale du bâtiment «pool palettes » n'a pas été aménagée.

L'exploitant confirme que cet aménagement n'a pas été initié à ce jour. En revanche, il s'engage à mettre en œuvre cette aire et son positionnement sera préalablement soumise pour avis du SDIS 31. L'inspection rappelle que cette aire ne doit pas présenter d'effets supérieurs à 5 kW/m² en cas d'incendie alors que l'étude de modélisation des flux thermique du 06 février 2023, montre autour du pool palette, un flux thermique dépassant les 5 kW/m².

Par ailleurs, l'exploitant indique disposer d'un plan de défense incendie (PDI) daté du 20 octobre 2025 qui précise les mesures organisationnelles en heures ouvrées et en heures non ouvrées et les moyens opérationnels. En revanche, ce plan, reçu par courriel du 27 novembre 2025, ne fait pas référence explicitement à la non occupation de l'aire de mise en station des moyens aériens.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit :

- Mettre en œuvre l'aménagement de l'aire de mise en stationnement aérien.
- S'assurer que préalablement à cet aménagement, le positionnement de cette aire de mise en stationnement aérien a été soumis pour avis du SDIS.
- Transmettre à l'inspection de l'environnement, à titre de justification de la mise en œuvre, l'avis du SDIS, le plan de localisation correspondant ainsi que tout élément attestant de la réalisation effective de l'aire.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois